

## Accise—Loi

Il y a deux ans, certains de mes collègues et moi-même avons visité Washington pour étudier quelques propositions du programme de réforme fiscale du gouvernement américain. Je n'oublierai jamais un déjeuner auquel nous avons assisté avec le chef du groupe de pression de l'*American Manufacturers Association*. Cette association s'opposait farouchement à cette réforme fiscale, mais reconnaissait que les États-Unis avaient un problème de déficit et qu'il fallait créer de nouvelles recettes. Elle ne souhaitait certainement pas une augmentation de l'impôt sur les sociétés. Elle voulait que les États-Unis adoptent une nouvelle forme d'impôt à la consommation, une taxe de vente, une taxe d'accise. Voilà ce que l'association recommandait aux États-Unis pour accroître leurs recettes.

Il n'est pas surprenant d'apprendre que le Conseil d'entreprises pour les questions d'intérêt national a fait la même proposition. Il ne veut pas de réforme fiscale. Il ne veut pas que le gouvernement touche aux exonérations, aux échappatoires et aux avantages fiscaux particuliers dont bénéficient les grandes sociétés. Par contre, il ne cesse de se plaindre du déficit et reconnaît la nécessité de proposer des mesures qui accroîtront les revenus. Chose étonnante, le Conseil d'entreprises pour les questions d'intérêt national a proposé une augmentation de la taxe de vente ou une augmentation des taxes à la consommation. Le Nouveau parti démocratique s'oppose à cette forme d'imposition, qui est sournoise, injuste et régressive. Nous sommes convaincus que l'impôt doit viser le revenu et non la consommation pour que le régime fiscal soit équitable.

Si nous tenons à l'impôt sur le revenu plutôt que sur la consommation, c'est entre autres pour s'assurer que ceux qui peuvent payer davantage paient leur juste part, une part plus considérable. L'impôt sur le revenu correspond mieux au principe de la capacité contributive que l'impôt à la consommation. Toutefois, le gouvernement conservateur préfère accroître ses revenus en imposant la consommation au lieu du revenu.

Nous nous opposons également à l'impôt sur la consommation parce qu'il réduit le revenu disponible de la famille canadienne. La plus récente analyse économique trimestrielle publiée par le ministère des Finances révèle qu'en avril et mai 1986, le revenu net des Canadiens a chuté de 2 p. 100 après avoir enregistré une hausse de 3 p. 100 au trimestre précédent. Le *Conference Board* du Canada convient que les dépenses à la consommation vont diminuer à cause des hausses d'impôt décrétées par le gouvernement conservateur. Il estime que le taux de croissance des dépenses personnelles, qui était de 5,2 p. 100 en 1985, ne sera plus que de 2,7 p. 100 en 1987. Le Conseil national du bien-être social s'est aussi penché sur les dépenses des consommateurs, faisant remarquer qu'il fallait s'attendre à une baisse continue du revenu net de tous les Canadiens au cours des cinq prochaines années par suite de la hausse des impôts directs et indirects.

● (1800)

La troisième raison pour laquelle nous nous opposons à cette mesure fiscale, c'est qu'elle va miner le pouvoir d'achat des Canadiens. Elle va réduire le revenu net des Canadiens. Pour qu'on puisse parler de relance économique, il faudrait que la famille canadienne moyenne soit en mesure de se procurer les

biens et les services dont elle a besoin. Dans ce cas, à peu près tout le monde aurait du travail. L'argent circulerait et l'activité économique reprendrait. Il serait peut-être possible, alors, de réduire le déficit. A mesure qu'on soutire aux Canadiens une partie de plus en plus importante de leur revenu disponible, les citoyens moyens ont moins d'argent à consacrer à leurs besoins. Par conséquent, les entreprises sont acculées à la faillite, la demande en biens de consommation baisse, il y a des licenciements dans les usines et l'activité économique ralentit constamment.

Quand le secrétaire parlementaire du ministre des Finances (M. Vincent) a présenté le projet de loi C-14, il a longuement évoqué le déficit. Je vais en parler, moi aussi. Ce sujet est important, quoi qu'en disent les conservateurs. Pour le Nouveau parti démocratique, le problème du déficit est grave. Je viens de la Saskatchewan, où le CCF et le NPD ont formé le gouvernement. A travers les bonnes et les mauvaises années, ces partis ont su, lorsqu'ils étaient au pouvoir, présenter des budgets équilibrés, voire excédentaires. Nous savions que s'il fallait emprunter auprès des banques pour financer les opérations du gouvernement, c'est à ces dernières et aux gros bonnets que le déficit serait le plus profitable, en fin de compte. Effectivement, les banques et les financiers en profitent, car on ne trouve pas mieux que les gouvernements à qui prêter. Ils remboursent toujours, et toujours au taux d'intérêt courant.

Pourquoi le Canada a-t-il un déficit aussi énorme? Selon certains conservateurs et certains libéraux, surtout lorsqu'ils formaient le gouvernement, c'est parce que nous avons vécu au-dessus de nos moyens. Parmi les pays membres de l'OCDE, nous sommes l'un de ceux qui consacrent le plus faible pourcentage de leur produit national brut aux programmes sociaux. Nous dépensons moins que l'Italie, l'Irlande, l'Allemagne, la France, la Hollande, le Danemark et la Grande-Bretagne. Nous consacrons moins que tous les autres pays de l'OCDE à l'éducation, à la santé, aux pensions, aux allocations familiales et aux programmes de soutien du revenu. Quand j'entends ces gens nous dire que nous vivons au-dessus de nos moyens, je sais que comparativement à d'autres pays industrialisés, nous ne dépensons pas plus qu'eux pour les hôpitaux, les pensions, le chômage et l'éducation. En fait, nous dépensons beaucoup moins. Quand je parle à mes électeurs qui sont pensionnés, je constate qu'ils tirent le diable par la queue avec les pensions qu'ils reçoivent.

Nous sommes aussi témoins des compressions imposées aux établissements d'enseignement. L'université, chez moi, manque désespérément de fonds. Tous les jours, les députés de l'opposition reprochent au gouvernement d'avoir réduit les crédits à la recherche. Le gouvernement justifie cependant ces compressions au nom de la lutte contre le déficit. Je prétends que le déficit actuel n'est pas dû au Centre national de recherches, aux hôpitaux, aux caisses de pensions, à l'assurance-chômage ni aux allocations familiales.

La cause du déficit remonte à quelques années, à l'époque où le chef de l'opposition officielle (M. Turner) était ministre des Finances. Lui et son gouvernement ont institué un programme de reprise économique basé sur des réductions d'impôt. Selon la théorie qui prévalait à l'époque et à laquelle les